



Ville de Chirongui

Chirongui, mardi 24 mars 2020

Réf : 25DGCC2020
Affaire suivie par : Cécile HAMMERER
E-mail : dgs@chirongui.yt

M. le Président de la République

Objet : Covid19_ Etat d'urgence sanitaire à Mayotte

Monsieur le Président de la République,

Il y a une semaine j'alertais le Préfet de Mayotte – Délégué du gouvernement car je presentais que si des mesures drastiques n'étaient pas prises à temps, nous courrions à la catastrophe.

Nous sommes aujourd'hui le 23 mars 2020, et le nombre de contaminations s'accélère avec des médecins de ville et des médecins hospitaliers déjà touchés par le virus. Le nombre de cas a doublé en moins de 24h et la directrice de l'ARS évoque une sous-estimation du nombre de malades.

La catastrophe a d'ores et déjà commencé.

Mayotte compte seulement seize lits de réanimation pour près de 300 000 habitants et seulement 28 médecins libéraux. Nous sommes le 23 mars 2020 et les cabinets de ville commencent à fermer les uns après les autres.

Monsieur le Président de la République, Mayotte ne pourra bientôt plus compter ses morts.

Notre population est précaire, 84% des ménages vivent en dessous du seuil de pauvreté et un grand nombre dans des conditions de promiscuité qui favorisent la propagation du virus. Ici les « bangas » peuvent accueillir une dizaine de personnes dans une seule pièce. 95% des ménages ne disposent pas de logement équipé du confort sanitaire de base. Dans ce contexte, le respect des gestes barrières est illusoire.

Traditionnellement, comme beaucoup de nos cousins d'outre-mer nous vivons principalement en communauté dans nos villages, les échanges sont nombreux et nous sommes peu acculturés aux risques qu'ils soient naturels ou sanitaires.

Aujourd'hui 24 mars 2020, si les grands axes sont contrôlés par les forces de Police nationale, de Gendarmerie et nos effectifs de Police municipale, dans les villages, les populations circulent. Les enfants jouent dans les rues jusqu'à des heures tardives, les

chantiers se poursuivent, les mamans échangent avec leurs voisines, la vie bat son plein, en toute insouciance...ou en toute inconscience.

A Chirongui, j'ai 80 agents municipaux qui sont sur le terrain au quotidien pour réaliser des missions indispensables au fonctionnement de notre île (collecte des déchets, sécurité, aide à domicile, aide sociale d'urgence, état civil). 80 agents pour lesquels j'ai demandé à l'ARS de Mayotte des protections, en vain. Nous comptons désormais sur nous-mêmes et avons mobilisé une couturière pour leur confectionner des masques. J'ai pris ce lundi un arrêté de couvre-feu pour tenter de juguler l'hémorragie.

C'est parce que je suis mahoraise et que je connais ma population que j'ai saisi la semaine dernière le Préfet, avec en copie Mme la Ministre des Outre-mer, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des affaires étrangères. Je l'ai saisi parce que je suis, comme mes autres collègues élus et parlementaires, très consciente du danger que représente cette épidémie pour Mayotte. Je l'ai saisi parce que notre réalité ici à Mayotte n'est pas celle des villes et villages de métropole et est difficilement appréhendable quand on ne la partage pas avec la population.

Monsieur le Président de la République, la semaine dernière j'ai demandé l'arrêt des vols pour endiguer l'arrivée de cas importés et j'ai demandé le renfort de l'armée pour nous aider à sensibiliser la population et à faire respecter le confinement.

Une semaine plus tard, il est trop tard, les avions ont apporté le virus et sans respect du confinement, le virus se développe dans nos villages à une vitesse galopante.

La semaine dernière, j'ai demandé au Préfet de Mayotte qu'une attention particulière soit portée sur notre environnement régional. Les flux de circulation massifs entre les Comores et Mayotte sont source d'une grande inquiétude. Il est absolument nécessaire de limiter les entrées sur le territoire et de prendre des dispositions spécifiques pour orienter en amont les cas graves de ce pays vers d'autres hôpitaux de la zone (Afrique du Sud ? Réunion ?). Si tel n'est pas le cas, nous verrons affluer des malades par kwassas et risquons de faire imploser la situation sanitaire ici à Mayotte. La situation malgache est également à prendre en compte en cas d'aggravation de l'épidémie sur leur sol.

Monsieur le Président de la République, l'heure est grave et nous ne sommes ici absolument pas armés pour faire face à une telle crise. Nous n'avons ni les moyens de nous protéger du virus, ni les moyens de prendre en charge les malades, ni encore ceux de les enterrer, nos cimetières sont déjà saturés.

Certains professionnels de santé tablent déjà sur 50% de la population contaminée d'ici 5 semaines avec 5% de cas graves, soit 7500 personnes. Avec nos 16 lits de réanimation et nos 30 respirateurs, c'est un drame qui se profile.

Ne perdons plus une seconde supplémentaire pour venir au secours de la population de Mayotte. Je vous prie de prêter attention aux propositions suivantes :

- Mobilisation l'armée pour faire respecter un confinement total
- Dépêcher sur place des médecins, infirmières en nombre suffisant

- Envoi de matériel de protection et des tests de dépistage
- Dépistage massif les soignants et la population
- Réquisition dès à présent des locaux pour isoler les malades
- Engagement d'une réflexion immédiate sur la prise en charge des dépouilles contaminées par le virus que nous ne pourrons enterrer

Sachant pouvoir compter sur votre attention pleine et entière, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma plus haute considération.

Le Maire,
Hanima IBRAHIMA JOUWAOU

